

## CURRICULUM VITAE

<b>Nom de l'expert :</b>	<b>NDUKUMA ADJAYI Kodjo</b>
<b>Date de naissance :</b>	<b>Lundi, en octobre 1976</b>
<b>Nationalité/Pays de résidence</b>	Congolaise/ République Démocratique du Congo

### Études :

- Université Paris 1 Panthéon Sorbonne, Doctorat en sciences juridiques (droit public comparé)
- Université Gaston-Berger de Saint-Louis (UGB), Master 2 PRO (DESS) en droit du cyberspace africain
- Université Protestante au Congo (UPC), Licence en droit, droit privé et judiciaire
- Université Protestante au Congo (UPC), Graduat en droit, droit privé et judiciaire

### Diplôme et certificat post-universitaire :

*(Titre, thèse ou travaux soutenus, Université/Faculté, lieu, date, mention)*

- Diplôme de doctorat en sciences juridiques, Le droit de l'économie numérique en République démocratique du Congo à la lumière des expériences européennes et françaises, Thèse de doctorat sous la dir. du prof William Gilles, soutenue publiquement le 16 novembre 2017, Université Paris 1 Panthéon Sorbonne, Paris (France), 21 novembre 2017, Mention : Très honorable avec félicitations du jury.
- Attestation de réussite au diplôme de doctorat en Droit comparé, Le droit de l'économie numérique en République démocratique du Congo à la lumière des expériences européennes et françaises, Thèse de doctorat sous la dir. du prof William Gilles, soutenue publiquement le 16 novembre 2017 devant le jury présidé par le prof David Capitant, Université Paris 1 Panthéon Sorbonne, Paris (France), 17 novembre 2017, Mention : Très honorable avec félicitations du jury.
- Certificat provisoire d'admission au Master 2 Pro (Diplôme d'études supérieures spécialisées) Droit du cyberspace africain, Les contrats du commerce électronique, Mémoire de Master 2 sous la dir. du prof Mbissane Ngom, Université Gaston Berger de Saint-Louis, Sénégal, 15 juin 2009, Mention : Passable.
- Attestation de fin d'études, La fixation des dommages et intérêts en droit du travail, Travail de fin d'études de licence en droit sous la dir. du prof Kalongo Mbikayi, Université Protestante au Congo, 31 juillet 2001, Mention : Distinction.
- Attestation de fin de cycle, Les juridictions d'exception en droit congolais, Travail de fin de cycle sous la dir. du prof Luzolo Bambi Lessa, 13 novembre 1999, Mention : Satisfaction.

### Expérience professionnelle pertinente à la mission :

Période	Nom de l'employeur, titre professionnel/poste tenu. Renseignements sur contact pour références	Pays	Sommaire des activités réalisées, en rapport avec la présente mission
Depuis 15 novembre 2023	Université Protestante au Congo (UPC)	RDC	Doyen de la Faculté de droit de l'UPC
Février 2022	Autorité de régulation de la Poste et des télécommunications au Congo (ARPTC)	RDC	Conseil juridique en formulation de la requête pour avis motivé du Conseil d'Etat quant à l'interprétation des dispositions des articles 201 et 202 de la loi n°20/017 du 25 novembre 2020 relative aux télécommunications et aux technologies de l'information et de la communication (Conseil d'Etat, Section consultative, Chambre d'interprétation des textes juridiques, RITE 045, Journal officiel n° spécial, 9 février 2022, 13p)
Janvier 2021 – Avril 2021	Ernest and Young / Banque africaine de développement	RDC	Analyste légal pour l'étude de faisabilité sur la mise en place d'un Système National d'Identité Digitale (SNID) en République Démocratique du Congo Rédacteur des avant-projets de Décret sur la protection des informations nominatives et données à caractère personnel ainsi que sur l'autorité de gouvernance desdites données
Juin – juillet 2021	UNESCO	RDC	Expert aux travaux sur les questions d'intelligence artificielle, Comité spécial relatif à l'examen de la Recommandation éthique de l'Intelligence artificielle
Janvier – avril 2021	SOCOF/Banque mondiale	RDC	Expert individuel pour la relecture de la loi sur les Télécoms et TIC en RD Congo en vue de sa promulgation par le Chef de l'Etat au 25 novembre 2020
Déc. 2019 à date	Université catholique du Congo (UCC)	RDC	Professeur de Droit - IGED Public-privé (L1 FED, L1 SP0) - Droit de l'informatique (L2 FSI) - Régimes politiques comparés (M1, Dr) - MRS (L2 Dr, DEA Dr) - HDIPES (L2, Dr)

2017 à ce jour	Université Protestante au Congo (UCC)	RDC	<p>Professeur full Enseignant :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Droit du commerce électronique (Niveau : Master OHADA)</li> <li>- Droit du Numérique (Niveau : L2/Droit)</li> <li>- Régimes politiques comparés (Niveau : L1/Droit public)</li> <li>- Droit des Affaires et éco. Num. (Niveau : L1/FASE)</li> <li>- Droit de l'Informatique (Niveau : G2/Informatique)</li> </ul>
Juin 2021	Université protestante au Congo (UCC)	RDC	Vice-Doyen en charge de la Recherche à l'UPC (2021)
Novembre/Décembre 2018 à ce jour	Université Pédagogique Nationale (UPN)	RDC	<p>Actuellement :</p> <p><b>Chef de département de droit économique et social de la Faculté de Droit</b></p> <p><b>Professeur full (2023)</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Droit constitutionnel congolais (L2)</li> <li>- Introduction au droit privé (L1)</li> <li>- Régimes politiques comparés (L3)</li> </ul> <p>Professeur associé (2021)</p> <p>Vice-Doyen <b>honoraire</b> en charge de la Recherche (2018), puis de l'Enseignement (2019) et actuellement Chef de département Droit économique et social (2020), Faculté de Droit</p>

Août 2009 à ce jour	Barreau de Kinshasa MATETE		<p>Avocat au Barreau de Kinshasa Matete avec Numéro de l'ordre ONA 6184 et portefeuille indicatif :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Conseil juridique de l'ARPTC dans l'affaire sous RITE 045, avis du Conseil d'Etat sur l'interprétation des articles 201 et 202 de la loi n°20/017 relatives aux télécoms et aux TIC</li> <li>- Conseil juridique de l'Assemblée nationale (de 2019 à janvier 2020)</li> <li>- Conseil juridique de la Ville de Kinshasa (de 2019 à janvier 2020)</li> <li>- Expert délégué de la RDC à « la conférence internationale francophone sur le renforcement de la cybersécurité et de la cyberdéfense », OIF, 08-10 février 2016, Grand-Bassam, Côte d'Ivoire</li> <li>- Etudes juridiques auprès des assemblées provinciales de Kinshasa et du Nord-Kivu pour compte du Programme d'appui au parlement sous financement du Fond Européen de développement (2014)</li> <li>- Conseil juridique pour compte de la Présidence de la République RDC au Bureau de la représentante personnelle du Chef de l'État sur les violences sexuelles et le recrutement d'enfants (2014)</li> <li>- Expert à l'élaboration de l'avant-projet de loi en rapport avec la cybersécurité pour compte du Ministère de l'Intérieur, etc. (2012) Consultant à l'élaboration de la feuille de route (plan d'action) du Ministre des PTT/RDC (2012)</li> <li>- Expertise fournie à la demande officielle du Gouverneur de la Banque Centrale du Congo en rapport avec la réforme du système de paiement en RDC et auteur du draft d'avant-projet de loi sur la preuve électronique dans le cadre du système de paiement électronique. (Info attestée par lettre n°Gouv.000232 du 02 février 2010 du Gouverneur de la BCC)</li> </ul> <p>Orateur à l'atelier sur la cybersécurité pour compte de l'ARPTC (2009)</p>
---------------------------	-------------------------------	--	---

Avril 2019- janv. 2020	Gouvernorat de la ville de Kinshasa	RDC	- Conseiller juridique du Gouverneur de la Ville de Kinshasa, y compris de l'Agence provinciale de développement numérique (APDNK)
Fév. 2018- Fév. 2019	Cabinet du Conseiller spécial du Chef de l'Etat en matière de sécurité, Présidence de la République	RDC	Conseiller en charge de la cybersécurité, des réseaux sociaux et des médias
Fév. 2018- Fév. 2019	Organisation Internationale de la Francophonie (OIF)	Arménie	Expert-conférencier au Sommet des Chefs d'Etat de la Francophonie à Erevan (Arménie) au Forum sur la souveraineté numérique
Juin 2018	Union Internationale des Télécommunications (UIT)	Cameroun	Expert-conférencier à la rencontre de haut niveau sur l'économie numérique dans la région d'Afrique centrale, Yaoundé 2018
Août 2017- octobre 2017	Cabinet du Président de la République démocratique du Congo, Chef de l'Etat, Palais de la Nation.	RDC	Assistant principal du Directeur de Cabinet du Chef de l'Etat, ayant rang de Conseiller principal
Septembre 2011- Décembre 2017	UMR 83, EDDC/CNRS/FRANCE 12, Place du Panthéon, Paris V <sup>e</sup> , France	RDC	Chercheur doctorant sur le droit du numérique et le droit du commerce électronique (option droit privé, puis droit public comparé)
Décembre 2014 – Février 2016	Ministre des PTNTIC de la RDC, Immeuble du Gouvernement (ex-place Royale), Kinshasa / Gombe	RDC	<p>Directeur de cabinet adjoint du Vice-Premier ministre, Ministre des PTNTIC, en charge de la :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Supervision des aspects juridiques et techniques du cabinet : application de la législation en matière de service public, suivi de la conduite de la politique sectorielle</li> <li>- Représentation de la RDC dans les missions internationales : GSMA Barcelone (2015), Union internationale des télécommunications (2015), Zambie et Tanzanie, etc.</li> <li>- Conduite de la réforme du cadre légal des télécoms, des TIC et du e-commerce au sein de l'Exécutif et face aux opérateurs du marché et à la Banque mondiale</li> </ul>

Fév. 2007 – Août 2009	PNUD – Head of legal Unit du PNUD/ONU (OCHA, UNFPA, UNIFEM, UNOPS) en RDC, Boulevard du 30 juin, Bâtiment des Nations Unies en face de la REGIDESO :	RDC et New York	<p>Chef de l'unité juridique, en charge de :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Poste de fonctionnaire international, responsabilité de niveau professionnel / NO-C sur un échelon allant de NO-A à NO-D pour les cadres au-dessus des échelons GS1 à GS11, avec charge de supervision de deux autres conseillers juridiques ;</li> <li>- Questions contractuelles et institutionnelles, de règlement des différends, de liaison avec le Bureau des affaires juridiques du Siège du PNUD New York, de fourniture des avis juridiques sur toutes questions de droit concernant l'organisation : Passation des marchés, droit du travail interne, droit international public et privé, etc.</li> </ul>
Aout- sept. 2007	Vodacom Congo RDC, Corporate Park, Boulevard du 30 juin, Kinshasa / Gombe	RDC	<p>Head of Regulatory and Interconnect division:</p> <p>Poste de supervision, de direction et de décision) avec pour tâches principales :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Conseil juridique sur toutes les questions de régulation, de réglementation spécifique aux télécoms,</li> <li>- Ouverture et/ou suivi des négociations des contrats locaux et internationaux d'interconnexion, d'obtention et de gestion des Licences</li> <li>- Exploitation juridique et économique des rapports de facturation et de réseau (Billing/NMC) pour les propositions de changement (cost savings)</li> <li>- Veille juridique sur les évolutions législatives, les nouveaux produits du <i>Whole sale</i> des télécommunications et de l'Internet</li> <li>- Suivi des rapports avec l'ARPTC, le Ministère des PTT et les autres organisations locales et internationales analogues, y compris la conformité des soumissions des offres aux documents d'appels d'offres dans le cadre des marchés publics</li> <li>- Supervision de deux managers et un spécialiste</li> <li>- Conduite des réunions et participation aux décisions managériales</li> <li>- Liaison avec les cabinets d'avocats conseil en rapport avec les matières relevant de la Régulation et de l'interconnexion, etc.</li> </ul>

En 2006 et en juillet 2008	Banque mondiale, Groupe Consultatif de la Banque mondiale pour la lutte contre la pauvreté (CGAP)	RDC	Consultant juridique indépendant : <ul style="list-style-type: none"> <li>- Diagnostic du cadre réglementaire et politique d'accès aux services bancaires et de la Microfinance en RDC (<i>info vérifiable sur Internet au site web officiel pdfpg. 45</i> <a href="http://www.microfinancegateway.org/sites/default/files/mfg-fr-etudes-de-cas-cadre-reglementaire-et-acces-aux-services-financiers-en-rdc-04-2007.pdf">http://www.microfinancegateway.org/sites/default/files/mfg-fr-etudes-de-cas-cadre-reglementaire-et-acces-aux-services-financiers-en-rdc-04-2007.pdf</a></li> <li>- Orateur à l'atelier du Groupe Consultatif de la Banque mondiale (CGAP) sur « comment surmonter les défis des services bancaires mobiles ? », Conférence tenue à Youndé (Cameroun) - <i>info vérifiable sur Internet au site web officiel</i> <a href="http://wemoney.eu/files/forumyaounde2008/S4%20Kodio%20F.pdf">http://wemoney.eu/files/forumyaounde2008/S4%20Kodio%20F.pdf</a></li> </ul>
Juillet 2003-août 2004	Ministre des Affaires étrangères et de la Coopération internationale de la RDC, Immeuble des Affaires étrangères, Kinshasa / Gombe	RDC et à l'étranger	Conseiller, Chargé des missions <b>du Ministre</b> : <ul style="list-style-type: none"> <li>- <i>Expert du Gouvernement congolais</i> dans plusieurs forums internationaux : 58<sup>ème</sup> Assemblée Générale de l'ONU (New York- sept 2003) ; Sommet des Chefs d'Etat au Forum Chine-Afrique (Addis-nov.2003) ; Sommet des Chefs d'Etat de l'Union Africaine (Addis-juil.2004), etc.</li> <li>- <i>Expert du Gouvernement aux négociations</i> sur la normalisation des relations dans les grands lacs (tripartite – juillet 2004 à Washington) ; sur la relance de la CEPGL (Bruxelles- juillet 2004, etc.) ; sur la tripartite RSA-RDC ; etc.</li> </ul>
2002-2003	BAC plus Sprl (Bureau d'études et de Consulting), partenaire du Ministère du Plan et de la Reconstruction, de la société SOCODAM transitaire en douane, etc., Immeuble ACP, Local 14, Kinshasa /Gombe	RDC	Fondateur et Administrateur Gérant de Obtention de Brevet d'invention du Ministère de l'IPMEA autour du procédé de publicité par réseau téléphonique ( <b>PRT, en sigle</b> ).
Mai 2002	Université protestante au Congo (UPC)	RDC	Appelé par notification du Chef de Département Droit privé aux fonctions d'Assistant de Professeur pour les branches de Droit civil : des Contrats et des biens (fonctions interrompues)

2001 et 1999	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Maison communale de Ngiri-Ngiri</li> <li>- Cabinet d'avocats « Matadi et associés »</li> </ul>	RDC	Stages professionnels effectués (1) auprès des services de l'état civil, de la population, du quartier et du Budget de la commune de Ngiri-Ngiri et (2) au Cabinet d'avocats « Matadi et associés » (du Bâtonnier honoraire du Barreau de Kinshasa/Gombe)
--------------	---	-----	---

**Langues pratiquées (indiquer uniquement les langues dans lesquelles vous pouvez travailler) :**

- Français : langue maternelle
- Anglais : courant

**Domaines de recherche ou de spécialisation :**

- Droit comparé (européen, français et congolais) – Niveau doctoral
- Droit public (économique) – Niveau doctoral
- Droit du cyberspace et de l'économie numérique – Niveau doctoral et Master
- Droit privé et judiciaire – Niveau Licence

**Publications scientifiques :**

**a) Ouvrages édités**

- K. NDUKUMA ADJAYI, *Droit comptable*, L'Harmattan, coll. « Actes et Manuels », Paris, 2023, pp. 262.
- K. NDUKUMA ADJAYI et J.J DOBO KUMA, *Guide méthodologique de référence pour la recherches et rédaction des écrits universitaires en sciences sociales et juridiques L3, M2, DEA, Doctorat*, L'Harmattan, coll. « Actes et Manuels », Paris, 2023, pp. 147.
- D. NGOYI BOLIYA, L. SANTEDI KINKUPU et K. NDUKUMA ADJAYI (sous la dir.), *Perspectives politiques : développement et renaissance de la RD Congo*, L'Harmattan, coll. « Actes et Manuels », Paris, 2022, pp. 220.
- D. NGOYI BOLIYA, L. SANTEDI KINKUPU et K. NDUKUMA ADJAYI (sous la dir.), *Perspectives économiques : développement et renaissance de la RD Congo*, L'Harmattan, coll. « Actes et Manuels », Paris, 2022, pp. 252.
- D. NGOYI BOLIYA, L. SANTEDI KINKUPU et K. NDUKUMA ADJAYI (sous la dir.), *Perspectives socioculturelles : développement et renaissance de la RD Congo*, L'Harmattan, coll. « Actes et Manuels », Paris, 2022, pp. 202.
- D. NGOYI BOLIYA, L. SANTEDI KINKUPU et K. NDUKUMA ADJAYI (sous la dir.), *Perspectives politiques : développement et renaissance de la RD Congo*, L'Harmattan, coll. « Actes et Manuels », Paris, 2022, pp. 220.
- K. NDUKUMA ADJAYI (sous la dir.), A. DIANGIENDA, B. LOLEKARAMAZANIE et B. MBABU, *Droit du commerce électronique*, L'Harmattan, coll. « Enjeux et droits numériques », Paris, 2021, pp. 400.
- K. NDUKUMA ADJAYI ET E. RUFFIN BOUYA, *Dématérialisation et gouvernance électronique*, L'Harmattan, coll. « Enjeux et droits numériques », Paris, 2021, pp. 129.



- K. NDUKUMA ADJAYI, *Droit de l'économie numérique, E-commerce et dérégulation européenne, française, internationale, africaine, congolaise des télécoms*, L'Harmattan, coll. « Enjeux et droits numériques », Paris, 2019, pp. 454.
- K. NDUKUMA ADJAYI, *Droit de l'économie numérique, E-commerce et dérégulation européenne, française, internationale, africaine, congolaise des télécoms*, L'Harmattan, coll. « Enjeux et droits numériques », Paris, 2019, pp. 454.
- K. NDUKUMA ADJAYI, *Droit des télécoms et du numérique, profil africain et congolais, prospective comparée d'Europe et de France*, L'Harmattan, coll. « Enjeux et droits numériques », Paris, 2019, pp. 428.
- K. NDUKUMA ADJAYI, *Cyberdroit, télécoms, Internet, Contrat de e-commerce, une contribution au droit congolais*, Presses Universitaires du Congo, 2009, pp. 397.
- K. NDUKUMA ADJAYI, *Le droit de l'économie numérique en République démocratique du Congo à la lumière des expériences européennes et françaises*, Thèse de doctorat sous la dir. du prof William Gilles, soutenue publiquement le 16 novembre 2017, Université Paris 1 Panthéon Sorbonne, Paris (France), 2017, pp. 615.

#### **b) Articles dans les revues scientifiques**

##### **• Revues scientifiques internationales**

- K. NDUKUMA ADJAYI, « L'état des initiatives d'administration électronique en République Démocratique du Congo (1940-2018) », RIDDN Les éditions IMODEV, Vol. 4, Paris, 2018 [<http://ojs.imodev.org/index.php/RIDDN/article/view/264>]
- K. NDUKUMA ADJAYI, « L'informatisation du Journal officiel : l'exemple d'une politique sectorielle réussie comme préalable à la définition globale d'une stratégie nationale de développement de l'administration électronique (Congo RD) », in OIF, *Rapport 2018 sur l'état de la Francophonie numérique*, Août 2018, p. 90.

##### **• Revues universitaires nationales**

- K. NDUKUMA ADJAYI, « La Régulation de l'économie numérique en République démocratique du Congo (profil et prospective) », in *Revue congolaise d'économie et de gestion*, Vol. 13, n°13, novembre 2020, EUPC, Faculté d'administration des affaires et des sciences économiques, pp. 85-113.
- K. NDUKUMA ADJAYI, « A propos des transformations numériques de la Presse avec ou sans délit », in E. TAMBWEKITENGE (sous coord.), *Enjeux de la transformation numérique en République démocratique du Congo*, Revue d'intelligence stratégique et des relations internationales, octobre 2021, L'Harmattan RDC, Paris, 2021, pp. 65-82.
- K. NDUKUMA ADJAYI, « Les intelligences numériques et le droit », in *Le droit au service de l'Eglise et de l'Etat, Mélanges en l'honneur des Professeurs Abbé Bruno Lutumba Komba et Grégoire Bakandjawa Pungu pour leurs 65 ans d'âge*, Université Catholique du Congo, éd. UNIXtus, Le Mont-sur-Lausanne (Suisse), 2022, pp. 115-137.
- K. NDUKUMA ADJAYI, « L'envers de l'économie numérique au revers des souverainetés nationales : ombre de pauvreté, lumière de prospérité sur le numérique mondial », *Droit et lutte contre la pauvreté*, Revue de la Faculté de Droit, n°9, UPC, 9e année, 2019, pp. 203-224.

#### **c) Articles divers**

- K. NDUKUMA ADJAYI, « Internet comme outil de participation citoyenne dans le processus électoral », by Internews, Briefs policies disponible sur 1<sup>er</sup> février 2023, [Internet comme outil de participation citoyenne dans le processus électoral - Internews en RDC]
- K. NDUKUMA ADJAYI, « RDC : Affaire de lubricité « Mike Kalambayi », Zawadi présumée victime de vengeance porno en droit congolais ! », 20 mars 2022, [<https://zoom-eco.net/a-la-une/rdc-affaire-de-lubricite-mike-Kalambayi-zawadi-presumee-victime-de-vengeance-porno-en-droit-congolais/>]
- K. NDUKUMA ADJAYI, « RDC : Dr Kodjo Ndukuma construit une frise chronologie du droit du numérique », 20 février 2022, [<https://zoom-eco.net/a-la-une/rdc-dr-kodjo-ndukuma-construit-une-frise-chronologie-du-droit-du-numerique/>]
- K. NDUKUMA ADJAYI, « La loi contre la cybercriminalité ne viendrait qu'adapter le code pénal congolais...», 1<sup>er</sup> mars 2017, in [<http://zoom-eco.net/developpement/kodjo-ndukuma-loi-contre-cybercriminalite-ne-viendrait-quadapter-code-penal-congolais/>]
- K. NDUKUMA ADJAYI, « Les aspects clés de l'économie numérique dans les marchés africains et congolais », 20 février 2018, in [<http://zoom-eco.net/a-la-une/kodjo-ndukuma-les-aspects-clés-de-leconomie-numerique-dans-les-marchés-africains-et-congolais/>]
- K. NDUKUMA ADJAYI, « Les silences et écarts des lois de télécoms face à l'Internet et à l'économie numérique en RDC », 8 mars 2018, in [<http://zoom-eco.net/a-la-une/les-silences-et-ecarts-des-lois-de-telecoms-face-a-linternet-et-a-leconomie-numerique-en-rdc/>]
- K. NDUKUMA ADJAYI, « L'hétérogénéité des systèmes juridiques de l'Afrique face aux enjeux mondiaux des télécoms », 28 mars 2018, in [<http://zoom-eco.net/a-la-une/lheterogeneite-des-systemes-juridiques-de-lafrique-face-aux-enjeux-mondiaux-des-telecoms/>]
- K. NDUKUMA ADJAYI, « Économie 3.0, Web 2.0, Intelligence Artificielle : les intelligences numériques et le droit », 31 mars 2018, in [<http://zoom-eco.net/a-la-une/economie-3-0-web-2-0-intelligence-artificielle-les-intelligences-numeriques-et-le-droit/>]
- K. NDUKUMA ADJAYI, « La sécurité numérique, une composante indispensable de l'économie », 6 avril 2018, in [<http://zoom-eco.net/economie/kodjo-ndukuma-la-securite-numerique-une-composante-indispensable-de-leconomie/>]

### **Travaux rédigés : (Mémoires, communications, cours, etc.)**

#### **a) Cours**

- K. NDUKUMA ADJAYI, *Droit du numérique*, Notes de cours, L2 DROIT, UPC, 2018-2019, 67p.
- K. NDUKUMA ADJAYI, *Droit de l'informatique*, Notes de cours, G2 FASI, UPC, 2018-2019, 56p.
- K. NDUKUMA ADJAYI, *Droit et économie des télécoms*, Notes de cours, G3/L2 JPE-JPI-MM, IFASIC/UPN, 2018-2019, 122p.
- K. NDUKUMA ADJAYI, *Droit et cybercriminalité économique et financière*, Notes de cours, L2 FASI-UPC et Master spécialisé UNIKIN, 2019-2022, 74p.
- K. NDUKUMA ADJAYI, *Éléments comparés de droit des affaires et de droit public économique à l'ère OHADA et du numérique*, Notes de cours, L1 FASE, UPC, 2017-2018, pp. 56.
- K. NDUKUMA ADJAYI, *Régimes politiques comparés*, Notes de cours, L1 FASE, UPC, 2017-2018, pp. 56.

- K. NDUKUMA ADJAYI, *Droit du commerce électronique*, Notes de cours, Master contentieux et droit Ohada, UPC, 2017-2019, 38p.
- K. NDUKUMA ADJAYI, *Analyse des stratégies économiques et politiques*, Notes de cours, Master, Leadership Academia University (LAU), 2017-2019, 38p.
- K. NDUKUMA ADJAYI, *Droit comptable*, Notes de cours, L3 Droit & L3 FED, UCC, 2017-2019, 122p.

#### **b) Document de stratégie nationale du Numérique**

- Co-rédacteur du draft du *Plan National du Numérique* de la RDC pour compte de la Présidence-RDC, 10 août 2019.
- Co-rédacteur du *Plan National du Numérique Horizon 2025*, Présidence de la République, Kinshasa, septembre 2019.
- Modérateur principal de l'Atelier de validation du *Plan National du Numérique Horizon 2025*, Présidence de la République, Grand Hôtel de Kinshasa, 3 au 6 septembre 2019.

#### **c) Mémoires**

- K. NDUKUMA ADJAYI, *Les contrats du commerce électronique*, Mémoire de Master 2 Pro (DESS) en Droit du cyberspace africain sous la dir. du prof Mbissane Ngom, Université Gaston Berger de Saint-Louis, Sénégal, 2009, pp. 200.
- K. NDUKUMA ADJAYI, *La fixation des dommages et intérêts en droit du travail*, Travail de fin d'études de licence en droit sous la dir. du prof Kalongo Mbikayi, Université Protestante au Congo, 2001, pp. 198.
- K. NDUKUMA ADJAYI, *Les juridictions d'exception en droit congolais*, Travail de fin de cycle sous la dir. du prof Luzolo Bambi Lessa, Université Protestante au Congo, 1999, pp. 57.

#### **d) Communications et conférences**

- K. NDUKUMA ADJAYI, « Amorce ferrée de Droit public économique sur les PPP : règlement des différends, contentieux administratifs et dispositif pénal des Partenariats Public –Privé », Journée scientifique de la Faculté de droit, Université Catholique du Congo (UCC), Kinshasa/Limété, 3 février 2022.
- K. NDUKUMA ADJAYI, « Cyberdépendance, cybercriminalité et cyber-exposition : raison de défiance et déraison de méfiance chez les jeunes », Célébration de la Journée de Saint-Thomas d'Aquin, Université Catholique du Congo (UCC), Kinshasa/Mont-Ngafula, 28 janvier 2022.
- K. NDUKUMA ADJAYI, « Investissements dans la cyber sécurité / cyber défense et croissance », Colloque international du Collège de Hautes Études de Stratégie et de Défense (CHESD), *Économie politique de la défense et de la sécurité*, Kinshasa, 29-30 juillet 2019.
- K. NDUKUMA ADJAYI, « La négociation des contrats miniers », Journées du Barreau de la République démocratique du Congo, Goma, 9-12 juillet 2019.
- K. NDUKUMA ADJAYI, « L'envers de l'économie numérique au revers des souverainetés nationales : Quels droits contre la Pauvreté », Journées scientifiques de la Faculté de Droit de l'UPC, Kinshasa, 10 mai 2019.
- K. NDUKUMA ADJAYI, Conférence sur le Thème : « Lumière sur l'informatique », Faculté des sciences informatiques (FASI), UPC, Kinshasa, le 5 avril 2019.

- K. NDUKUMA ADJAYI, « Perspectives locales et régionales sur la sécurité numérique et la cybercriminalité », Programme des États-Unis d'Amérique, Département d'État et de justice, Kempiski Hôtel, 24-26 août 2015.
- K. NDUKUMA ADJAYI, « RDC : Kodjo Ndukuma pour une régulation du numérique protectrice des consommateurs », Journée Internationale des Consommateurs, ODC, Collège Boboto, 17 mars 2008, in [<http://zoom-eco.net/economie/rdc-kodjo-ndukuma-pour-une-regulation-du-numerique-protectrice-des-consommateurs/>]
- K. NDUKUMA ADJAYI, « Les enjeux numériques d'un pays post-conflit : RDC », 1<sup>st</sup>AcademicDays/Imodev, Chaire des Amériques de l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, 5-6 décembre 2016, [<http://cms.imodev.org/nos-activites/europe/france/academic-days-on-open-government-issues-december-5-6th-2016-paris-france/conference-planning-internal-5th-december-2016/conference-planning-internal-5th-december-2016-fracture-numerique-participation-citoyenne-open-gov/>]
- K. NDUKUMA ADJAYI, « Regard à 360 sur la souveraineté numérique dans le monde et en RDC », 2<sup>nd</sup>AcademicDays/IMODEV, Chaires des Amériques/université Paris 1 Panthéon Sorbonne, Paris, 15 novembre 2017, pp. 10.
- K. NDUKUMA ADJAYI, « RDC : pragmatisme juridique pour l'émergence économique à l'ère numérique », 24 mars 2018, in [<http://zoom-eco.net/developpement/rdc-pragmatisme-juridique-pour-lemergence-economique-a-lere-numerique/>]
- K. NDUKUMA ADJAYI, « La société congolaise de l'information et les intelligences numériques », Journées des intelligences numériques Centre Wallonie Bruxelles, Maisons du Savoir, Cedesurk, AUF, Kinshasa, Jeudi 29 mars 2018, pp. 15.
- K. NDUKUMA ADJAYI, « L'état des initiatives d'administration électronique en République Démocratique du Congo (1940-208) », IMODEV/Université Paris 1 Panthéon Sorbonne, 10 avril 2018, pp. 9.
- K. NDUKUMA ADJAYI, « La régulation de l'économie numérique en République démocratique du Congo (profil et prospective) », Journées scientifiques de la faculté d'administration des affaires et des sciences économiques, 20 avril 2018, pp. 25.
- K. NDUKUMA ADJAYI, « Stratégie d'harmonisation des cadres réglementaires de sous-région Afrique centrale pour le développement de l'économie numérique », Conférence sous-régionale de l'UIT sur l'économie numérique pour l'Afrique centrale, Palais des congrès de Yaoundé, 23-25 mai 2018, pp.13.
- K. NDUKUMA ADJAYI, « La profession d'avocat face aux mutations actuelles : Numérique, NTIC, legaltech, Big data, mardi (défis et prospective) », Cinquantenaire du Barreau congolais des avocats, Kempiski Hôtel, Kinshasa, 10 juillet 2018, pp. 29.

**Renseignements pour contacter l'expert :**

- Tél : +243 816 310 639
- Courriel : [kndukuma@hotmail.fr](mailto:kndukuma@hotmail.fr)

**Certification :**

Je soussigné, certifie que le présent CV me décrit de manière correcte, ainsi que mes qualifications et mon expérience professionnelle ; je m'engage à être disponible pour réaliser la mission lorsque cela

sera nécessaire, au cas où le Contrat serait attribué. Toute fausse déclaration ou renseignement fourni incorrectement dans le présent CV pourra justifier ma disqualification ou mon renvoi par le Client, et/ou des sanctions par la Banque.

Fait à Kinshasa, le 11 août 2022,

revu sommairement au 22 juin 2023

Mis à jour au 18 février 2024.

Kodjo **NDUKUMA ADJAYI**